

«Oui, un capitalisme tempéré, cela p

Professeur d'université reconnu internationalement et ancien directeur de la BNB, **Mathias Dewatripont** sera mis à l'honneur les 6 et 7 mai par la Solvay Brussels School, en présence de cinq Nobel d'économie. Retour sur un parcours peu commun.

Marc
Lambrechts



Avant l'hommage qui lui sera rendu les 6 et 7 mai, Mathias Dewatripont nous reçoit chez lui dans son appartement bruxellois, pas très loin de ce qui s'apparente à sa deuxième maison, la Solvay Brussels School of Economics and Management de l'ULB. Dans le salon, pas mal de livres sont empilés, parmi lesquels «Ce que l'égalité veut dire» de Thomas Piketty et Michael Sandel ou encore «Résister» de Salomé Saqué. Également une belle collection de CD de musique pop et rock. «Mon premier concert de rock, c'était le groupe Slade à Forest-National au début des années 1970», sourit-il. «Les années 1970, c'étaient quand même les meilleures années, avec des groupes comme Queen, Pink Floyd, les Who, Supertramp ou The Police.» L'auteur de ces lignes ne peut qu'acquiescer... Son dernier concert? «C'était Stromae au Palais 12. J'y ai emmené Jan Smets, l'ancien gouverneur de la BNB, qui a beaucoup apprécié.»

Né le 27 décembre 1959 à Bruxelles, Mathias Dewatripont a pris officiellement sa retraite le 1^{er} octobre 2025. «Mais pour un économiste académique, la retraite, c'est un concept un peu artificiel. Je continue à faire de la recherche et à participer à des conférences.»

Le colloque «Dewatripont Fest» des 6 et 7 mai est organisé par le Centre de recherche Ecares (European center for advanced research in economics and statistics) avec le soutien de la Solvay Brussels School afin de rendre hommage à sa carrière académique et à ses contributions sociétales. Il s'agit de réunir ses collègues, ses amis (Peter Praet, Guy Quaden...) et surtout plusieurs éminents professeurs, dont pas moins de cinq lauréats du prix Nobel d'économie: Eric Maskin, Jean Tirole, Philippe Aghion, Abhijit Banerjee et Oliver Hart. Un plateau assez incomparable, une sorte de Champions League des économistes.

«Ce sont des gens que j'ai connus pour la plupart entre 1983 et 1985. J'avais atterri à l'université de Harvard après mes études à l'ULB. Dans ma classe, il y avait Abhijit Banerjee (qui a reçu le prix Nobel d'économie en 2019 avec Esther Duflo, devenue son épouse, NDLR). Un an après Banerjee, j'ai fait la connaissance de Philippe Aghion et Patrick Bolton avec qui j'ai directement sympathisé. J'ai eu la chance de côtoyer des experts de la microéconomie, spécialisés dans la théorie des jeux et des contrats, autant de sujets qui connaissent à l'époque une véritable explosion en économie. J'ai suivi un cours d'Eric Maskin au MIT, qui est ensuite passé à Harvard et qui a codirigé ma thèse de doctorat avec Andreu Mas-Colell. J'ai suivi des cours d'Oliver Hart et de Jean Tirole. Tout cela a profondément changé ma vie professionnelle.»

Pour des raisons familiales, il est revenu à l'ULB en 1985. «En fait, j'étais déjà marié à l'époque. Donc, j'ai fait ma carrière à l'ULB tout en gardant des liens très forts avec mes collègues à l'étranger.»

À l'Institut d'études européennes de l'ULB, il a cofondé, avec André Sapir, Patrick Bolton et Gérard Roland, le centre de recherche Ecares, fin 1991. En 2008, il a participé activement, avec Alain Eraly en particulier, à la fusion entre le département des sciences économiques de l'ULB et la Solvay Business School, ce qui a donné naissance à la Solvay Brussels School of Economics and Management, dont il a été président et doyen.

Un social-démocrate comme Philippe Aghion
Pour beaucoup d'observateurs, il reste le meilleur candidat belge à un prix Nobel d'économie. Réputé pour son humilité, Mathias Dewatripont botte en touche: «Franchement, je n'y crois pas. Et je suis déjà très heureux d'avoir reçu le prix Francqui en 1998 et la médaille Jahnsen en 2003, décernée à un économiste de moins de 45 ans basé en Europe.» Et puis, ajoute-t-il, la théorie des contrats sur laquelle il a travaillé en particulier avec Patrick Bolton a déjà été primée par un Nobel. «Mais, attention, si on me l'offre, je ne dirai pas non», glisse-t-il en souriant.

LE PROFIL

> Né à Bruxelles le **27 décembre 1959**.

> Études d'économie à l'ULB. Doctorat à Harvard en **1986**.

> Professeur à l'ULB (et professeur invité à temps partiel au MIT de **1998 à 2011**).

> Président de la Solvay Brussels School of Economics and Management (**2009-2010**) et ensuite doyen (**2010-2011**).

> En mai **2011**, nommé directeur à la Banque nationale de Belgique pour un mandat de six ans. En charge du service Politique prudentielle et stabilité financière. Du **1^{er} juin 2014 au 10 mars 2015**, il a également porté le titre de vice-gouverneur.

> Membre des groupes d'experts Gees et Gerns durant la **crise du Covid-19**.

> Président d'I3h (Institute for Interdisciplinary Innovation in Healthcare), institut lié à la faculté de Médecine et à la Solvay Brussels School de l'ULB.

> Auteur de nombreux livres, dont «Contract Theory» avec Patrick Bolton (MIT Press, 2004).



«Je ne le cache pas, je suis affilié au PS», avance Mathias Dewatripont. © ANTONIN WEBER / HANS LUCAS

peut fonctionner»

Eric Maskin, Jean Tirole, Philippe Aghion, Abhijit Banerjee et Oliver Hart. Un plateau assez incomparable, une sorte de Champions League des économistes.

Comme son ami Philippe Aghion, il se définit comme un social-démocrate. «Je crois que la social-démocratie est la plus belle invention politique du XX^e siècle. Cette combinaison de démocratie et de socialisme reste très pertinente. Je ne le cache pas, je suis affilié au PS. Comme il faut défendre aussi la planète, je comprends bien l'intérêt de l'éco-socialisme. Je suis aussi un Européen convaincu, même si je crois que l'Europe pourrait faire mieux. Dans un texte commun publié dans Project Syndicate avec Jean Tirole et Philippe Aghion, j'ai soutenu les propositions de Mario Draghi en matière de réforme de la compétitivité.» S'il se dit social-démocrate, il regrette que les mots «marché» et «croissance» soient parfois diabolisés par certains. «Je crois que le système de marché a ses qualités, notamment en matière d'innovation. Et si la croissance est verte et inclusive, j'y suis évidemment favorable. Avec ce qui se déroule actuellement au détroit d'Ormuz, on voit que réduire l'utilisation des énergies fossiles est fondamental. La transition verte est plus que jamais nécessaire.»

Pour un capitalisme tempéré

Il croit à un capitalisme tempéré. «C'est quelque chose qui peut fonctionner. Mais il faut aussi de la réglementation et de la redistribution via l'impôt. Nous avons besoin aujourd'hui de davantage de personnel soignant, de davantage de professeurs, et cela nécessite de l'argent. D'autant que vient s'ajouter à cela le problème du vieillissement de la population.» En matière de contribution à l'effort collectif, il insiste, comme le PS, sur la participation des épaules les plus larges. «Ce qui me gêne le plus dans la coalition gouvernementale Arizona, c'est qu'on ne fait pas assez contribuer ces épaules les plus larges. Quand on voit également toutes les sociétés de management et autres systèmes qui existent pour payer moins d'impôts, je ne trouve pas cela très sérieux.»

Lorsqu'on lui fait remarquer que c'est quand même une coalition de centre droit qui a mis en place en Belgique une imposition des plus-values financières, il juge que c'est une bonne décision mais s'interroge toutefois sur le rendement fiscal d'une telle mesure.

Il se pose également des questions sur la cohérence de différentes mesures du gouvernement. «Personne n'est favorable à un chômage illimité dans le temps ou à des certificats de maladie de complaisance, mais, quand je vois que l'on veut mettre les chômeurs de longue durée au boulot, et que, dans le même temps, on augmente les flexi-jobs et le travail étudiant, je me pose des questions.» Ce dont on a besoin, dit-il, ce sont des jeunes qui peuvent rapidement occuper des jobs qualifiés et qui contribuent à la société. «Cela a-t-il du sens de les voir prolonger sans cesse leurs études en leur permettant de travailler un peu à côté chez McDonald's?» La question mérite d'être posée.

Risk management de santé

Que retire-t-il de son expérience dans les groupes d'experts lors de la crise du covid? Son nom, à l'époque, avait été recommandé à Sophie Wilmès par Michel Goldman, immunologue à l'ULB, dont il avait rejoint en 2017 le centre d'innovation en santé I3h. «Certains se sont demandé ce que je faisais là en tant qu'économiste. En fait, pendant six ans à la Banque nationale de Belgique (BNB), j'ai fait du risk management financier. Ici, j'ai participé à faire du risk management de santé, avec des gens remarquables.»

Ces groupes d'experts ont parfois été critiqués, mais il relativise. «Des études ont montré que la Belgique, en termes d'excès de mortalité, a été mauvaise en 2020. Mais elle a été très bonne en 2021. Même si tout n'a pas été parfait, je pense que le bilan est globalement bon, et l'OCDE l'a bien documenté. Les mesures

étaient loin d'être excessives. En particulier, on a maintenu les écoles ouvertes beaucoup plus que d'autres pays. J'ai beaucoup appris lors de cette période.» Son passage en 2011 à la Banque nationale, où il était chargé de la stabilité financière, ne fut pas un long fleuve tranquille. Hasard du timing, il est arrivé à la BNB en même temps que Pierre Wunsch, soutenu par le MR, qui remplaçait Peter Praet. De son côté, Mathias Dewatripont, avec l'étiquette PS, remplaçait Guy Quaden. En 2014, il a été promu vice-gouverneur de la Banque mais a été rétrogradé dès l'année suivante pour laisser la place à Pierre Wunsch, appelé ensuite à devenir gouverneur.

«C'était de la pure politique. J'ai fait cette petite remarque, à l'époque: 'La bonne nouvelle, c'est que cette rétrogradation n'est pas du tout liée à la qualité de mon travail. Et la mauvaise nouvelle, c'est que cela n'est pas du tout lié à la qualité de mon travail'. Je suis assez fier de cette formule (rires). J'avoue que je n'ai pas apprécié quand le gouverneur Luc Coene m'a appris la nouvelle. J'ai dû alors me décider: est-ce que je quitte la BNB ou est-ce que je termine mon mandat en tant que directeur? Et je me suis dit: c'est un job que j'adore, je vais continuer. Et objectivement, cela n'avait rien à voir avec mes collègues autour de la table. J'ai rassuré à cet égard Pierre Wunsch qui était un peu embêté par la décision.»

Personnellement, il pense qu'il est normal que ce soit le gouvernement qui nomme le gouverneur, le vice-gouverneur et le comité de direction. «Cela se fait partout.» Ce qui le choque davantage, c'est la nomination d'Axel Miller à la tête de la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPIM), un homme qui a dû démissionner après le sauvetage de Dexia en 2008 et qui sera chargé de piloter la privatisation partielle de Belfius. Une décision due au seul choix d'un président de parti et qui a suscité pas mal de réactions négatives. «Avant de

devenir administrateur d'une banque, il faut passer des tests 'fit and proper' à valider par la BCE. Il serait intéressant de voir le gouvernement demander à la Banque nationale d'envoyer le dossier de Monsieur Miller à la BCE pour voir ce qu'elle en pense.»

Lorsqu'il a intégré la BNB en 2011, la zone euro était alors en pleine crise. Une crise qui sera finalement fatale à Dexia. «Lors de la crise de 2008, Dexia a poursuivi ses activités grâce à un renflouement public parce que la France voulait à tout prix continuer. Mais en 2011, un mois après avoir réussi le stress test de l'Autorité bancaire européenne EBA, qui ne testait pas encore le risque souverain, est arrivée l'intensification de la crise grecque et Dexia a chuté. J'ai assisté à la négociation avec les représentants du Trésor français. On a réussi à sortir la partie belge de Dexia. Il a fallu pour cela demander 4 milliards d'euros à un gouvernement belge qui était alors en affaires courantes. C'est ainsi qu'est né Belfius.»

Que pense-t-il d'une privatisation partielle de la banque détenue actuellement à 100% par l'État? «Belfius a vraiment fait du bon boulot. La banque est parfaitement compétitive. Je suis pour le fait que Belfius reste avant tout une banque publique belge. Je n'ai pas entendu de justification économique très convaincante à cette volonté de vendre 20% du capital. Je redoute que cette ouverture du capital ne soit le début d'un processus que la banque ne pourra pas bien contrôler par la suite. Au final, je préférerais que l'État vende un petit pourcentage des actions BNP Paribas qu'il possède plutôt que de vendre 20% de Belfius.» Que Belfius reste à 100% dans les mains de l'État belge, voilà donc le dernier petit conseil en date de Mathias Dewatripont, un économiste dont tous ses collègues disent le plus grand bien et qui méritera assurément un bel hommage les 6 et 7 mai à l'ULB.

«Il serait intéressant de voir le gouvernement demander à la Banque nationale d'envoyer le dossier de Monsieur Miller à la BCE pour voir ce qu'elle en pense.»

«Ce qui me gêne le plus dans la coalition gouvernementale Arizona, c'est qu'on ne fait pas assez contribuer les épaules les plus larges.»